

**L'Union en crises à la croisée des chemins :  
L'Europe sur le point de faire la culbute ?  
Considérations avant l'élection européenne :  
en quête de cheminements réalistes pour sortir de la crise de l'UE  
Wilhelm Neurohr**

Dans quelques semaines, le 25 mai<sup>1</sup> 2014, auront lieu pour la huitième fois des élections européennes. Avec cela les questions européennes reviennent plus fortement au centre de l'opinion publique. L'Europe et la configuration de son avenir, étaient et sont toujours des thèmes durables de cette revue et du réseau de la *Dreigliederung*, qui se sont toujours interposés aussi avec des propositions personnelles.<sup>2</sup>

**Élection européenne en tant qu'opportunité d'un débat foncièrement public sur les crises**

L'élection européenne qui se prépare offre une chance renouvelée d'amorcer un débat public approfondi sur les causes effectives et les répercussions multiples et profondes des crises qui ne sont toujours pas maîtrisées d'une Europe qui a bien changé. Mais avant tout, à côté d'une analyse fondamentale des problèmes pour la recherche approfondie de sorties de crise réalistes et appropriées, car nous avons à faire entre temps à tout un faisceau de crises globales, comme cela a été traité en détail dans cette contribution. Avec cela les chances de changements augmentent aussi, car l'Europe a un avenir et des perspectives à long terme — mais lesquelles ?

- Quel est le véritable objectif de l'intention globale de l'intégration européenne<sup>3</sup> ? Dans quelle direction l'Europe est-elle censée se développer ?
- Qu'est-ce qui maintient ensemble une Europe aux plans politique, économique et social ?
- Quel avenir a l'Europe<sup>4</sup> ?
- Voulons-nous une Europe solidaire ou bien une Europe d'États nationaux égoïstes ?
- Qui sera consulté pour la maîtrise financière des crises ?
- Comment l'Europe s'y prend-elle avec le problème central des crises d'endettement des États et des charges d'intérêt ?
- Comment le principe de subsidiarité est-il ranimé ?

Après une analyse honnête des vraies causes des crises, la voie en direction d'un nouvel ordre monétaire et économique semble inéluctable, pour pouvoir saisir aux racines la crise systémique continue de l'Euro. La situation institutionnelle de l'UE, la répartition des compétences entre le législatif et l'exécutif avec leurs fonctions hermaphrodites ainsi qu'entre les États nationaux, est à peine appropriée pour former des structures démocratiques et des ordres gouvernementaux. Le modèle européen démocratique et social n'apparaît qu'une fiction eu égard à la concurrence destructrice des États et du mélange, de l'interpénétration ou selon le cas, de la mise au même plan nuisible des intérêts politiques et économiques dans l'UE. Seuls les riches profitent en effet des programmes de stabilité. Et même la corruption<sup>5</sup> de la commission européenne a laissé derrière elle

---

<sup>1</sup> L'élection européenne aura lieu dans un laps de temps allant du 22 au 25 mai 2014, pour l'Allemagne c'est le dimanche 25 mai.

<sup>2</sup> Les thématiques discutées jusqu'à présent furent par exemple l'organisation juridique et sociale, l'idée et la réalité de l'unité européenne de même que l'Europe en tant que scène d'affrontements spirituels. D'autres considérations et manifestations ont englobé la question de la démocratie et les questions économiques et monétaires, la crise financière et la crise de l'Euro et l'actuelle gestion des crises. Dans le numéro 3/2012 des contributions avaient déjà été publiées sur la situation actuelle de la crise et les questions avaient été posées en direction des solutions sur la thématique de « la crise de l'Euro(pe) sans issue ? ». Furent présentées plusieurs impulsions orientées vers une résolution, parmi lesquelles par exemple aussi une péréquation au moyen d'un pacte sociétal de remise de la dette et un schéma directeur de revivification économique dans les pays endettés. Dans le numéro 4/2012, s'ensuivit sur l'arrière-plan de la crise grecque la publication d'un plan élargi en dix points en tant que cadre global pour la maîtrise de la crise [traduit en français sous le fichier SI412 WNA.DOC].

<sup>3</sup> Voir Thomas Sauer / Peter Wahl (éditeurs) : « Quel avenir a l'UE ? » Une controverse. » *Recueil du conseils scientifique d'ATTAC. VSA-Verlag 2014.*

<sup>4</sup> Voir à ce sujet Bauer/Wahl, à l'endroit cité précédemment.

<sup>5</sup> Rapport de la Commission européenne du 3 février dernier

en soudoyant dans les États membres est selon moi un résultat (qui n'est pas du tout conforme à la *Dreigliederung*) d'une interpénétration par trop étroite entre la politique et l'économie.

### **Les chances d'un modèle social européen solidaire**

En outre, on ne sait pas encore si l'UE, en tant que récipiendaire du prix Nobel de la paix, pourra garantir, en considération de la fracture sociale, la paix sociale à l'avenir en tant que condition préalable au vivre ensemble.

- Quelle valeur a aujourd'hui dans le quotidien des crises européennes la « Charte sociale européenne » de 1996 (qui effectivement fut d'un accouchement difficile) ?

Les propositions de réformes de la Troïka et son orientation (foncièrement néo-libérale) se trouvent dans une contradiction évidente avec le droit européen, en particulier vis-à-vis de la Charte sociale européenne et avec cela aussi avec un ordre social européen. Pourtant, sans paix sociale, aucune paix ne peut être durablement maintenue — cela était censé être le véritable message de l'Europe qui reçut en 2012 le prix Noble de la paix. Daniel Goeudevert<sup>6</sup> l'exprima un jour ainsi : « *On peut décréter l'union monétaire européenne, mais pas l'amour entre les peuples.* »

Le célèbre professeur de droit constitutionnel, le Dr. Schachtschneider le formula, quant à lui, d'une manière particulièrement drastique : « La paix européenne n'est pas assurée du fait que la démocratie, l'État de droit et l'État social sont ruinés<sup>7</sup> ». La dégradation de l'état des acquis sociaux serait la conséquence de la dé-démocratisation en Europe. Même la situation de la prévoyance publique ou d'État est la plus largement soumise au principe de la concurrence et du marché. De divers côtés<sup>8</sup>, on se plaint aussi du rôle douteux de la Cour de justice européenne (CJE) qui, dans ses sentences, ne prend même pas connaissance du modèle social européen et se permet des compétences qui ne lui reviennent pas. Le partage démocratique des pouvoirs dans l'UE est en partie supprimé de fait, (quoique son fonctionnement soit la caractéristique des États démocratiques, au contraire des États autocratiques). Aujourd'hui, l'Europe est sur la voie de devenir une grande puissance, sans posséder d'autre notion de l'État que celle compétente de l'État unitaire uniquement.<sup>9</sup>

On s'interroge pour savoir si la volonté est présente, d'organiser, outre l'union économique et monétaire (toutes deux en crises), aussi « l'union sociale » que l'on affirme de manière multiple sous serment. L'UE dévie adroitement des interrogations sur la fracture sociale interne, en mettant en avant — depuis la conférence sur la sécurité de Munich de février 2014 — l'engagement militaire mondial de l'Europe et de l'Allemagne dans les foyers de crises à l'étranger. — Depuis longtemps la sécurité militaire des matières premières et du commerce fait partie de la stratégie déclarée de l'UE<sup>10</sup>, avec en même temps un état le plus élevé d'exportation d'équipements dans le monde, aussi dans les régions en crises, quoique le prix Nobel allemand de la paix Willy Brandt caractérisât celui-ci comme « une exportation de la mort ». — Il est douteux également que la population socialement nécessiteuse soit principalement en situation de se porter à l'intérieur du débat autour d'une orientation nouvelle de la politique étrangère et mondiale.

### **Discussion renouvelées sur les « Etats-Unis d'Europe »**

Maintes élites sont d'avis que le temps est venu pour l'Europe pour une Constitution fédérale démocratique.

---

<sup>6</sup> Littérateur français, auto-manager et entrepreneur et partisan de l'Europe, dans un débat télévisuel.

<sup>7</sup> Conférence à Prague, <http://www.kaschachtschneider.de/>.

<sup>8</sup> Fritz Scharpf dans la revue *Mitbestimmung* 8/2008 ainsi que le juge constitutionnel Dieter Grimm dans le *Spiegel* du 19.10.1992.

<sup>9</sup> Wilhelm Neurohr : « L'Europe est-elle encore à sauver ? Comment l'idée de base de l'Europe est falsifiée. Cheminements vers une identité européenne. » Pforte Verlag 2008 (aujourd'hui Futurum Verlag), p.134.

<sup>10</sup> Voir GASP (*Gemeinsame Außen und Sicherheitspolitik der UE [Politiques commune et de sécurité extérieure de l'UE]*).

« Faut-il imputer à la rencontre historique de l'État national souverainiste et au néolibéralisme qu'avec le traité de Maastricht, les États-Unis d'Europe ne se sont pas immédiatement créés, mais seulement une Union incomplète, en tant qu'union monétaire, sans le pas logique suivant vers l'Union politique ? » La vice-présidente luxembourgeoise de l'UE et commissaire européenne à la justice, Viviane Reading, pose cette question dans un article dans le *FAZ* [*Frankfurter Allgemeine Zeitung*].<sup>11</sup> Par cette négligence, les marchés seraient tout puissants en Europe et la politique resterait faible dans les États nationaux souverains.

La vice-présidente de la Commission en est convaincue : les « États-Unis d'Europe » (en tant que formation fédérale) représentent certes, « une vision controversée pour l'avenir de notre continent », mais aussi le chemin juste, à moyenne échéance, pour sortir de la crise actuelle d'endettement, des finances et de légitimation. Plus de démocratie au moyen d'un tel modèle de gouvernement, avec une structure constitutionnelle correspondante, serait justement dans la crise, selon son point de vue, une alternative à mettre en évidence dans l'élection européenne de 2014. (Jusqu'en 1992, cet objectif se trouvait d'ailleurs encore au programme de la CDU et jusque 1959 dans le programme de Heidelberg du SPD). La dynamique qui a pris naissance sous la pression de la crise pourrait même, selon Reading, accélérer l'évolution et faire naître jusqu'en 2020, une Eurozone fédérale intégrée. L'Union fiscale en serait seulement à considérer comme une entrée en matière.

Le danger de plus de centralisation c'est la perte ultérieure de la proximité citoyenne ainsi qu'une souveraineté et une subsidiarité décroissantes des États individuels. Déjà maintenant, avec les structures données au sein de l'UE, on ressent tendanciellement une perte de démocratie et de liberté, parce que l'exécutif fait passer une politique de l'Europe et la « gestion des crises » avant les parlements.<sup>12</sup> Plus de centralisme améliore à peine les déficits en démocratie structurelle. Au plus tard en 2005, après l'échec des référendums sur le traité constitutionnel, de même qu'après les jugements du Tribunal constitutionnel allemand, les visions d'un « super-État européen » sont à peine à remettre en vie sérieusement, quoiqu'elles aient aussi des partisans persévérants en Allemagne (allant de von Oettinger et Kohl, par Westerwelle jusqu'à von der Leyen et Cohn-Bendit, mais aussi chez maints députés européens).

L'ultime projet d'un traité constitutionnel européen fut développé, comme on le sait, par un convent sélectionné d'une manière non transparente, dont l'ancien Président luxembourgeois Jean-Claude Juncker disait qu'il « n'avait jamais vu un cabinet plus obscur »<sup>13</sup>. En conséquence le document de paragraphes de 400 pages resta donc bien loin derrière, parmi les conquêtes de notre *Grundgesetz* qui reste exemplaire pour d'autres États. Le traité de Lisbonne, au contenu presque identique à celui du projet raté de Constitution européenne, (en guise d'*Ersatz* à la Constitution ratée de 2005 d'ailleurs) prescrit, malgré la crise du marché financier, toujours et encore une « circulation non entravée du capital » et garantit, la « libre disposition de propriété » sans engagement d'obligation sociale. Il place la libre circulation des marchandises et du capital au-dessus des droits sociaux de l'être humain.

La Chancelière fédérale Merkel avait justifié cela du reste en appelant la Commission européenne à agir en tant qu'exécutive pour le moins par le concept de « gouvernement européen », en 2012. La population peut à peine majoritairement s'enthousiasmer pour une telle idée, les réserves « vis-à-vis des bureaucrates de Bruxelles » et de la Troïka, dans la situation des crises, sont trop violentes pour cela. « Sous l'aspect de la *Dreigliederung*, maints autres reprocheraient un « État unitaire par trop compétent » sans articulation fonctionnelle, précisément en rapport avec les intérêts économiques et culturels de l'Europe et avec le principe de décentralisation des niveaux de responsabilité et des espaces d'auto-configuration).

<sup>11</sup> FAZ, n°47 du 25.02.2013.

<sup>12</sup> Voir Christophe Strawe dans *Sozialimpulse* 3/2012, p.7.

<sup>13</sup> *Der Spiegel* 16 juin 2003, cité d'après [http://de.wikipedia/wiki/Europ%C3%A4ischer\\_Konvent](http://de.wikipedia/wiki/Europ%C3%A4ischer_Konvent).

### **Le danger du renforcement des énergies anti-européennes**

Dans l'intervalle, « l'Union en crises » se trouve à la croisée des chemins. Depuis le déclin économique et social des pays du Sud en crises graves, l'UE ne perd pas seulement en confiance, orientation et en bonnes paroles, car les êtres humains veulent une « autre Europe » et aucunement « continuer ainsi » à Bruxelles et aucunement « s'en tirer tant bien que mal » en Allemagne. Pourtant ici, on ne voit, du côté gouvernemental, « aucune autre alternative » au cours actuel de la politique de l'Europe, dont le sauvetage de l'Euro, managé de manière catastrophique en une année d'élection, est prisé en tant que « couronné de succès » (pendant que précisément le prochain « paquet de sauvetage » pour la Grèce est ficelé). Selon le dessein de la Commission européenne l'Europe pourrait laisser « bientôt la crise derrière elle »<sup>14</sup>. Un non-succès visible est simplement interprété comme un succès, telle est la teneur des critiques de nombreux côtés.

Les mensonges dans la vie politique agissent à la manière d'une tumeur cancéreuses dans l'organisme européen. L'avenir du continent en entier dépend de savoir si « le pouvoir hégémonique de l'Allemagne peut être contraint à une solidarité européenne au moyen de la pression politique ou bien par des pressions économiques », comme cela est exprimé par la correspondante économique Ulrike Hermann dans un article éditorial du *Monde Diplomatique*.<sup>15</sup> Elle tient le gouvernement fédéral allemand pour « un authentique danger pour l'Euro », car d'Allemagne, avec son excédent des exportations, est engendrée une crise de concurrence pour les pays en déficit.

L'organisme des États de l'UE se comprend depuis plus longtemps en priorité comme gardien de la monnaie et de la concurrence et ses acteurs considèrent en conséquence tous les domaines politiques et champs de vie, presque seulement encore au travers de lunettes économiques et fiscales. Les structures et règles qui ont grandi et ont été créées au sein de l'UE pour la « manie concurrentielle « débordante » et la « démocratie conforme au marché », sont défendues comme inchangeables, quoiqu'elles aient mené dans les pays en crise à l'effondrement de l'économie, à un chômage extrême et à une pauvreté de masse. Cela laisse se renforcer dans la lutte électorale éventuellement des forces anti-européennes et dans l'Eurozone aussi, cela laisse redouter une répugnance renforcée à l'encontre d'une Allemagne dominante, laquelle passe devant, tel un mauvais exemple, comme du reste on le traitera aussi plus en détail. L'histoire nous enseigne à l'occasion que des démocraties peuvent s'effondrer, même si les crises cessent bientôt. Souvent des régimes autoritaires s'imposent qui recherchent des boucs émissaires et suivent des minorités.<sup>16</sup>

Depuis le Front national français, fortement populiste de droite, jusqu'à l'allemande *Alternative für Deutschland* [*Alternative pour l'Allemagne*] la sortie de l'Euro est propagée — à l'occasion de quoi la question existentielle du destin de l'Europe ne doit pas seulement être fixée à l'Euro, qui se révèle comme une parenthèse, aussi comme une proposition explosive. Les gens dans les pays du Sud de l'Europe, où se forment pareillement des forces politiques radicales pour l'élection européenne, pourraient prendre leur revanche sur les conséquences négatives de la politique d'austérité au travers de leur comportement électoral. Car pour eux, l'orientation allemande d'Angéla Merkel, avec ses dictats d'épargne, passe pour avoir échoué — absolument un danger pour la démocratie et la solidarité en Europe (entre temps à Kiev, de courageuses manifestations ont lieu pour cette Europe, avec un soutien de l'Europe). En vérité la question s'impose :

- L'UE est-elle à mettre au même niveau — ou bien a-t-elle depuis longtemps faussé l'idée d'Europe ?<sup>17</sup>

<sup>14</sup> <http://future.arte.tv/de/was-erwartet-europa-im-jahr-2014>

<sup>15</sup> Édition de septembre 2013 en tant que supplément international du TAZ.

<sup>16</sup> Ulrike Herrmann, à l'endroit cité précédemment.

<sup>17</sup> Wilhelm Neurohr : « L'Europe est-elle encore à sauver ? Comment l'UE fausse l'idée européenne. Voies vers une identité européenne » (2008).

L'ancien Chancelier fédéral, âgé de 95 ans, Helmut Schmidt (SPD) formula, le 2 février 2014, l'inquiétude lors de la conférence sur la sécurité de Munich : « Si l'UE continue d'avancer devant elle, à ce trot qu'elle adopté depuis 10 ans, il se peut bien qu'il n'y ait bientôt plus d'OTAN, certes, mais il n'y aura plus d'UE. »<sup>18</sup> Sortant du parti au gouvernement, il y a aussi des voix critiques : « La politique trahit l'idée de base de l'Europe », ainsi le formulait voici un an et demi le petit-fils de Conrad Adenauer, Stephan Werhahn, (qui selon sa propre estimation, se comprend comme « conservateur et libéral »). C'est pourquoi il sortit temporairement de la CDU et se présenta comme candidat de pointe pour les électeurs libres.<sup>19</sup> Il voit l'Europe « sur la pente raide » et combat depuis contre le cap de la Chancelière Merkel (mais entre temps il a de nouveau réintégré la CDU). Il existe donc aussi peu de confiance dans le management des crises de l'UE dominé par l'Allemagne. (Qui enseigne en effet aux managers allemands des crises, que des États ne dont pas des usines et que pour cette raison l'économie politique ne doit pas être confondue avec la gestion d'entreprise ?) Lors d'une discussion organisée à Bruxelles, la phrase tomba : « La vraie Europe ? Rien de plus simple : c'est l'Union, qui est cul par dessus tête. Elle se trouve dans une mauvaise passe, qu'elle doit surmonter. »<sup>20</sup>

- L'Europe doit-elle est « réinventée » ?
- L'Europe est-elle encore à sauver ?
- Et si oui — comment et par qui ?

### **Influence de la société civile pro-européenne**

Un changement de l'UE peut en vérité être atteint seulement sous l'influence de la société civile au niveau d'ensemble européen en tant que « projet commun » de beaucoup de gens (avec les contenus des buts ciblés inscrits noir sur blanc), qui ne se sentent plus du tout représentés par les gouvernements et parlements en Europe. À cette situation de crises pêle-mêle de l'UE, appartient aussi malheureusement le fait concret que dans la société citoyenne et civile européenne sont recherchées toujours et encore des solutions aux problème européens, le plus souvent dans la course solitaire nationale — le plus souvent dans la fixation habituelle sur les partis politiques, les institutions d'État, les « hommes d'État » (et femmes) ou bien sur l'élite économique, ou bien encore sur le Parlement élu ou les Parlementaires, dont on attend les renversements de marche exigés.

Dont l'influence atteint cependant à peine justement le Parlement de l'UE et dans les multiples Parlements nationaux au pouvoir châtré (à cause des normes juridiques et législatives fixées de manière prépondérante par Bruxelles), pour résoudre les crises dans l'intérêt des personnes concernées. Un principe de subsidiarité agissant pour la démocratisation de l'Europe doit d'abord être réobtenu en luttant. C'est pourquoi les êtres humains majeurs doivent sortir de la « démocratie spectacle », abandonner leur rôle « d'*idiotes* »<sup>21</sup> et se mêler publiquement à l'événement politique. Un vrai engagement civil pour une Europe (changée) est plus nécessaire que jamais.

Toujours est-il que si des initiatives de la société civiles et la responsabilité personnelle dans des questions européennes sont prises, il manque un réseau et un travail d'ampleur européenne . Beaucoup se restreignent aux espaces et contextes d'actions nationaux. Les nombreuses propositions individuelles ne sont nulle part focalisées. C'est pourquoi il vaut de franchir les frontières pour percevoir les chances ! Paradoxalement, ce sont les crises actuelles qui en appellent possiblement à une vie publique européenne, dépassant les frontières et à une société citoyenne renforcée.

<sup>18</sup> Agence de presse allemande du 3.0e2.2014, dans divers journaux.

<sup>19</sup> Informations du *Süddeutsche Zeitung* et du *Welt* au second semestre de 2012 et en 2013.

<sup>20</sup> <http://de.euronews.com/2013/10/15/muss-europa-neu-erfunden-werden/>

<sup>21</sup> Dans la Grèce antique des personnes privées, qui n'avaient aucune fonction officielle et qui ne participaient pas activement à la vie de la communauté, était sans jugement de valeur caractérisées comme « *idiotes* ».

- Quelle influence a donc la société civile pro-européenne et quelle capacité de production a-t-elle ?

Cette question doit être reprise une fois encore pour conclure. Aussi longtemps, pourtant que demeure entretenues, face à « l'organisme étatique centralisé » de l'UE, des sentiments d'impuissance et des attitudes fatalistes jusqu'au cynisme, on se détourne plutôt de l'UE pour en revenir à la politique nationale, que l'on peut dominer du regard et se renforcent avec cela le vaste nationalisme eurosceptique et les forces anti-européennes. C'est pourquoi il serait utile pour cette raison, si l'on percevait à jour l'entrelacement et l'interdépendance étroits et réciproques des situations problématiques européennes avec celles nationales, qu'avec cela nous reconnaissons principalement ce que peut signifier aussi une « communauté » européenne dans un esprit solidaire. Mais cela requiert l'abandon d'une orientation de concurrence faussement comprise. Nous ne voulons pas d'Europe des marchés, mais au contraire une Europe des êtres humains. Ce qui est recherché à présent c'est une concurrence des idées pour le meilleur avenir possible de l'Europe. L'objectif d'une telle communauté devrait être une situation gagnant-gagnant [*win-win*] afin qu'autant à l'intérieur de l'Europe qu'à l'extérieur, entre les continents, il n'y ait pas de gagnants ni de perdants. Mais de fait, les conditions du travail et de la vie dans les États de l'UE sont très diverses. Sans le rajustement de celles-ci, une union monétaire ne peut pas du tout fonctionner.

#### **L'Allemagne en tant que gagnante ou perdante de la politique de concurrence de l'UE ?**

L'Allemagne présumée économiquement forte se trouve elle-même dans la critique sur la base de sa politique d'exportation agressive et en même temps sa stricte politique d'austérité extrême, au désavantage des autres États de l'UE et elle passe pour cette raison plutôt comme un pays aggravant les crises et non pas comme un pays « capable de résoudre les problèmes ». Le pays économiquement le plus puissant et de loin le plus riche des pays de l'UE, ne dispose en outre aussi d'aucune sorte de fonction de « modèle social », bien au contraire, dans la population allemande règne une morosité plus considérable sur la politique sociale nationale, de laquelle se laisse reconnaître partout, au lieu d'une « fonction d'exemple », une « fonction de lanterne rouge » : en effet, selon une étude, pour ce qui est de la question de la justice sociale, l'Allemagne se trouve loin derrière au sein de l'Europe, pour préciser, repoussée à la 19<sup>ème</sup> place<sup>22</sup> [ !, *ndt*].

La pauvreté parmi ceux qui ont un emploi et les chômeurs s'est particulièrement fortement accrue en Allemagne. Les chômeurs allemands, dont les deux tiers sont menacés par la pauvreté, sont les plus pauvres d'Europe, comme l'a établi une étude de 2013.<sup>23</sup> Et parmi ceux qui ont un emploi, un travailleur sur cinq se trouve dans le secteur des bas-salaires (quoique 80% des travailleurs pauvres ont achevé leurs études et même 10% d'entre eux à l'Université) ; dans d'autres pays de l'UE la part de ces travailleurs se trouve nettement en dessous des 10% ; la moyenne de l'UE est près de 17%.<sup>24</sup>

En plus l'Allemagne possède, depuis une décennie, l'évolution réelle de salaire la plus faible dans l'UE et se trouve à la dernière place<sup>25</sup> des revenus réels par tête d'habitant. De même pour les épargnes, réserves d'économie et petites fortunes ou propriété de l'habitation privé, les pays voisins sont bien plus avancés que nous. (Sans l'introduction de l'Euro, l'Allemagne n'eût pu du reste entamer son dumping des salaires, parce que le Deutsch Mark eût monté sous l'effet des excédents d'exportations et les avantages en salaire auraient de nouveau disparu. Entre temps, les autres pays, dignes d'être proposés en exemples, ont couplé les augmentations de salaire à la productivité, ce dont ils sont à présent « punis »). Même avec la tendance à la baisse des rentes d'indigence sur la base d'un niveau insuffisant des rentes de 42% (brut) du revenu antérieur,

<sup>22</sup> Comparaison des 27 États par l'Institut d'enquête Berlinpolis/Institut pour la politique future.

<sup>23</sup> <http://www.welt.de/wirtschaft/article15546305/Deutsche-Arbeitslose>

<sup>24</sup> Études de 2013 de l'Institut des sciences sociales WSI de la fondation Hans-Böckler.

<sup>25</sup> <http://www.eu-info.de/deutsche-europapolitik/umfragen-stastistiken>

l'Allemagne se trouve de loin sous la moyenne de l'UE de presque 62% (dans dix États européens il y a même un niveau de rente entre 70 et 88%).<sup>26</sup> Dans de nombreuses villes d'Allemagne, c'est un Allemand sur quatre qui est menacé de pauvreté, dans de nombreux quartiers un enfant sur trois appartient aux familles *Harzt-IV*.

À cela se rajoute l'injuste répartition des fortunes (ciseau richesse-pauvreté), en effet, c'est tout juste si c'est aussi prononcé ailleurs en Europe qu'en Allemagne : 10% pour cent des plus riches disposent de plus de 61% des fortunes nettes, alors que 27% ne disposent carrément d'aucune fortune ou sont même endettés, la tendance s'accroît.<sup>27</sup> En même temps l'Allemagne passe pour être un « paradis fiscal » et se trouve sur un classement<sup>28</sup> actuel parmi les meilleures « oasis fiscales » du monde, très haut placée à la 8<sup>ème</sup> place, et même encore avant l'île britannique anglo-normande de Jersey et avant Panama. (Néanmoins, de proéminents fraudeurs du fisc placent leur argent à l'étranger, comme cela vient d'être mis à jour ces tout derniers temps).

C'est pourquoi il ne faut pas s'émerveiller si les gens, en Allemagne et en Europe, tiennent pour préjudiciable pour eux la politique de concurrence de l'UE et se souviennent encore d'un motif central ou promesse de l'UE : dans une Europe en paix, les conditions de vie économiques doivent s'améliorer pour tous les êtres humains et non pas empirer. C'est pourquoi, désillusionnés, ils se détournent de l'UE, qu'ils rendent responsable de la tendance à la régression. Le modèle démocratique et social fondateur de l'identité européenne, en tant que caractère autrefois marquant de l'Europe, s'émiette donc complètement et l'Allemagne y prend une part déterminante. C'est pourquoi l'Europe a perdu sa prétention, d'être à l'avant-garde pour les droits de l'homme. Dans cette mesure, l'Europe est perdante dans ses propres efforts (ratés) d'union et avec elle le reste du monde, que nous avons déclaré concurrent dans la concurrence intercontinentale des « forts contre les faibles » sur les marchés mondiaux. Cela se répercute négativement sur l'Europe à portée de vue.

#### **Analyse attendue des vraies causes primordiales de la crise de l'Euro et leurs conséquences**

De nouvelles crises sont programmées d'avance et les communications de réussite au sujet du sauvetage de l'Euro ne valent donc rien. Bien plus, on ne peut renoncer à une analyse impitoyable des vraies causes primordiales de la crise de l'Euro, lesquelles ne sont toujours pas jugulées depuis longtemps, pour en tirer les conséquences nécessaires. Les conséquences de la crise du système économique promeuvent en outre une crise politique incendiaire avec des hostilités entre pays donneurs et pays emprunteurs, tandis que confiance et acceptation disparaissent. Les questions suivantes requièrent d'urgence une réponse :

- Est-ce qu'un renforcement de l'union monétaire est imposé avec l'édification d'une union économique et financière ?
- Serait-il possible de gagner de la confiance dans la monnaie, tandis que l'Euro se développe en tant que base monétaire d'une économie de bien-être écologique ?

Si ces questions ne sont pas appréhendées, s'imposera éventuellement une tendance à une re-nationalisation lors de l'élection du Parlement Européen.<sup>29</sup>

Tout ce qu'entre temps l'UE a introduit, avec une participation du Parlement, en régulations du marché financier et des banques, ainsi qu'auparavant en tant que « paquets de sauvegarde » ces dernières années, ne suffit pourtant largement pas (ni pour le député vert critique, Sven Giegold, des

---

<sup>26</sup> <http://www.wirtschaftundgesellschaft.de>

<sup>27</sup> Rapports de l'Institut pour la recherche économique de Berlin (DIW), publié par le centre fédéral pour l'éducation politique.

<sup>28</sup> Classement du *TaxJustice Network* (TJN), [www.dw.de/steuerparadies-deutschland/a-17212834](http://www.dw.de/steuerparadies-deutschland/a-17212834)

<sup>29</sup> Voir à ce sujet la contribution de Rudolf Hickel du comité scientifique d'ATTAC dans un commentaire pour le TAZ du 17.01.2014 : « Communication de succès non valable au sujet du sauvetage de l'Euro : nouvelle crise programmée d'avance ».

remuants du Parlement européen dont il est membre de la commission pour l'économie et la monnaie), pour considérer le danger ultérieur de crise comme jugulé.<sup>30</sup> Avec toutes les mesures décidées, seraient à l'ordre du jour une réduction et des exceptions à contre-cœur sous une influence reconnaissable des *lobbies* des acteurs du marché financier. En ce début février 2014, le Parlement européen actuel a pris position avec le mécanisme de résolution unique (SRM), pour cette raison, contre les représentations du ministre allemand des finances Schäuble, qui donne la préférence à une procédure par trop longue et bureaucratique.<sup>31</sup> Dans l'hebdomadaire *Die Zeit*, la régulation du marché financier est critiquée en tant qu'une « chronique de l'échec ». <sup>32</sup> Jens Weidmann, président de la Banque Fédérale allemande, voit cela autrement, lui qui, lors de la journée de la caisse d'épargne 2013, caractérisait encore le faisceau des mesures tirées des régulations des marchés financiers, la surveillance bancaire homogène (BCE) et la responsabilité bancaire, ainsi les mécanismes de liquidation et de restructuration bancaires, comme réussis dans l'ensemble.<sup>33</sup> On rencontre des estimations positives analogues sur la page d'accueil du Ministère Fédéral allemand des finances.<sup>34</sup> « L'Euroforum » atteste également qu'on a réussi à « améliorer la régulation du marché financier en des endroits décisifs »<sup>35</sup>.

Des analyses des effets de ces régulations et instrumentaires, ainsi que le test pratique sont encore attendus au prochain cas sérieux. Le souci des gens qui sont priés de passer à la caisse demeure pour cette raison à bon droit après les nombreuses, rudes épreuves et impudences. Et aussi sur la plupart des autres champs politiques de l'UE, les déficits et insuffisances d'une manière européenne de façon de s'y prendre en commun sont en tous lieux perceptibles (et aussi et ce n'est pas la moindre des choses, lors de l'effet de la politique des réfugiés de l'UE après les catastrophes en Méditerranée). Le rapport sur le risque global de 2012 du Forum Économique Mondial<sup>36</sup>, désignait comme lourds de risques au plan mondial outre les problèmes d'alimentation, d'eau et d'environnement et le terrorisme, le déséquilibre financier chronique et les aggravantes différences de revenus. Dans ce domaine de risques, l'Europe reste à présent insensible. Europe — quo vadis ?

#### **Scenari vers un effondrement ou une scission de l'UE et de l'Eurozone**

Dans ce contexte, sont intéressantes deux analyses actuelles de la fondation Friedrich-Ebert — proche du SPD — de 2012 et 2013<sup>37</sup>, accompagnées de quatre *scenari* possibles pour l'évolution à venir de l'UE, sous la pression de la crise de l'Euro. Une série de conférences de la fondation avait précédé tout d'abord, dans divers pays européens, lors desquelles la question fut abordée sur la manière dont une crise pouvait avoir des répercussions sur l'association des États. D'après cela, le resserrage vers une « union politique » serait souhaitable, mais non pas vraisemblable. Il faudrait plutôt compter sur la formation d'un « noyau européen » autour du centre allemand, avec en même temps une persistance de l'UE sous la forme d'une plus grande zone de libre échange. À cette occasion il faudrait aussi compter avec un appauvrissement dramatique à la périphérie de l'UE, comme cela serait aussi le cas lors d'un effondrement total éventuel de l'Eurozone. Un tel effondrement aurait aussi le potentiel de faire naître des hostilités entre les diverses régions de l'UE, par exemple entre le Nord et le Sud, agrémenté de nouveaux degrés d'escalade. La Fondation Ebert remet en mémoire que l'effondrement des associations des États peut absolument s'achever par des formes de violences (à l'exemple de la Yougoslavie), de sorte que ce danger serait bien à prendre au sérieux.

---

<sup>30</sup> <http://www.sven-giegold.de>

<sup>31</sup> Infos actuelles du député du Parlement de l'UE Sven Giegold via sa liste courriel.

<sup>32</sup> <http://www.zeit.de/2011/42/Banken-Regulierung-Europa>

<sup>33</sup> [http://www.bundesbank.de/Redaktion/DE/Rden/2013/2013\\_04\\_24\\_weidmann](http://www.bundesbank.de/Redaktion/DE/Rden/2013/2013_04_24_weidmann)

<sup>34</sup> [http://www.bundesfinanzministerium.de/Web/DE/Themen/Internationales\\_Finanzmarkt/Finanzmarktpolitik/Finanzmarktregulierung/finanzmarktregulierung.html](http://www.bundesfinanzministerium.de/Web/DE/Themen/Internationales_Finanzmarkt/Finanzmarktpolitik/Finanzmarktregulierung/finanzmarktregulierung.html)

<sup>35</sup> [http://www.euroforum.de/news/finanzmarktregulierung-als-Treiber-des-Umbruchs-im-Finanzsystem\\_95055](http://www.euroforum.de/news/finanzmarktregulierung-als-Treiber-des-Umbruchs-im-Finanzsystem_95055)

<sup>36</sup> <http://www.weforum.org/reports/global-risks-2013-eighth-edition>

<sup>37</sup> [http://www.fes.de/inhalt/uin\\_finanzkise\\_is\\_publ.php](http://www.fes.de/inhalt/uin_finanzkise_is_publ.php)



La récente analyse de la Fondation Ebert de 2013 se fonde sur de nombreux ateliers et organisations de débats, durant l'année dernière, dans de nombreux États européens. Le point commun avait été « une conscience de la solidité de l'Allemagne dans le cadre de l'UE », mais aussi la perception « d'une crainte inexprimée face à Berlin ».

### **1. « Se tirer d'affaire en obéissant aux ordres insuffisants »**

Ce premier scénario, caractérisé ainsi, continue pour l'essentiel la politique actuelle des crises, c'est-à-dire que, régulièrement, surgissent des dictats d'épargne, à la rigueur adoucis par une prudente politique de croissance. Les États en crise de l'Europe du Sud doivent alors encore être soutenus par des « paquets de sauvegarde » et sur la base d'un chômage de masse et de l'appauvrissement et dans ces pays, on en arrivera de plus en plus à des troubles provoqués par les pauvres. Au plan de la politique mondiale, par la crise durable et persistante, l'UE est sensiblement affaiblie et à l'intérieur d'elle-même, des courants de migration s'installent du Sud vers les régions de bien-être (une évolution que Berlin anticipe en tentant de contrecarrer par l'exigence « de prohiber le retour »). Sur la durée, se tirer d'affaire ainsi n'est pas possible, parce qu'ensuite des troubles de plus en plus graves dans les pays en crises contraindront aux changements politiques. Maintenant déjà, des cercles influents en Allemagne tentent de plus en plus fortement à mettre fin à l'expérience de l'Euro, parce qu'elle finirait par coûter trop chère à l'Allemagne.

### **2. Union fiscale complète**

La Fondation Friedrich-Ebert pointe le scénario de réussite, dans lequel le saut dans l'union fiscale intégrale est réussi. À l'occasion des compétences complètes et importantes sont transférées à Bruxelles, ce qui devrait mener à une vaste homogénéisation de la politique économique européenne, y compris un ajustement des taux d'imposition et une harmonisation des prestations sociales. La dernière conséquence serait ensuite l'introduction d'une « Union politique ». Sur la base des intérêts nationaux s'opposant, la Fondation Ebert ne compte pas sur la réalisation de ce scénario, parce que l'Allemagne aussi empêcherait une répartition de son bien-être dans les États en crise et ne serait pas prête à renoncer à ses droits de souveraineté centraux (comportant comme conséquence une mise en danger durable de l'hégémonie allemande).

### **3. Un « Noyau européen » constitué de pays dans l'aisance**

Comme vraisemblable est considéré pour cette raison un scénario du « noyau européen » formé de pays dans l'aisance, achevant l'union fiscale et s'avancant vers une union politique, entouré d'une énorme zone de libre échange (avec des écarts de bien-être et des désastres économiques à la périphérie), qui révélera en plus avec cela un caractère moins démocratique.

### **4. Rupture de l'Eurozone**

La fondation Ebert considère comme quatrième scénario, la rupture pour le moins de l'Eurozone avec dissociation de la monnaie commune, si l'on ne parvient pas à circonscrire la crise « en se tirant d'affaire en obéissant aux ordres insuffisants ». Avec cela la cohésion de l'UE serait érodée et des mesures protectionnistes remettrait le libre-échange en question. Une « désintégration de l'UE » avec des formes de comportements nationalistes et des séparations par scission de régions riches, comme la Catalogne ou l'Italie du Nord, en seraient éventuellement les conséquences. À partir de l'actif de la faillite d'une UE en délabrement, l'Allemagne tenterait alors de sauver un maximum de sa puissance économique et politique pour elle-même.

En voilà donc pour les *scenari*, qui rendent pour le moins évident le potentiel de danger et de crises, qui sommeille en ce moment dans l'actuelle situation des crises. Naturellement, il y aurait encore d'autres alternatives d'actions différenciées, mais qui seraient moins virulentes cependant dans la politique officielle que dans le cadre des *Think-Tanks* de la société civile. Ici, avec toute une critique articulée à la politique de l'UE, sont présentes un plus grand nombre de

dispositions d'esprit européen et un potentiel d'idées avec un coup d'œil sur une Europe démocratique, sociale, solidaire, écologique, culturelle et en paix que dans l'UE institutionnelle ou bien chez les acteurs des États nationaux.

### **Une « refondation » de l'Europe est-elle nécessaire ?**

Il est nettement reconnaissable que l'Europe n'est pas seulement enlisée dans une crise de l'Euro, des finances, et de l'endettement, mais qu'en plus elle se trouve depuis longtemps plongée dans une crise foncièrement sociale, économique, politique, démocratique et institutionnelle, si pas même carrément, dans une crise existentielle et de sens. L'Europe est entre temps plutôt marquée d'une multitude d'intérêts proprement nationaux. L'édifice est de plus en plus fissuré. C'est pourquoi fut démarré en 2013 un « sommet de l'UE alternative » avec des scientifiques, syndicalistes, et autres acteurs de la société civile, par la campagne « Refonder l'Europe » avec l'exigence affichée de « surmonter la crise par la solidarité et la démocratie ». Les initiateurs font remontrance à l'Europe que dès avant la crise, les aiguillages ont été mal manœuvrés : par l'unilatéralité fixée sur la stabilité de la valeur monétaire, attachée à la construction de l'Euro et le manque des critères d'endettement et de déficit, par une coordination faussée de la politique économique et du laisser au délitement impardonnable de l'union sociale.

On reproche aux responsables entre autres : « que la crise fut forcée par la dérégulation politique néo-libérale et la cupidité immorale des élites financières qui spéculent contre les pays en crises et veulent obtenir par la force une politique conforme au marché financier. Avec le modèle néo-libéral de la subordination à la dominance des marchés(-financiers), l'UE ne contribue pas à la résolution de la crise, mais à son aggravation. Au lieu de désigner des fautes politiques et la cupidité du profit comme les causes primordiales de la crise, les déficits des États sont interprétés différemment en une crise (sociale-)d'endettement d'État, pour légitimer une politique désastreuse »<sup>38</sup> D'autres points des critiques de l'initiative sont que les dépenses sociales, ainsi que les revenus du travail et du social sont radicalement diminués par les handicaps européens, et aux salariés, chômeurs et rentiers sont imposés les coûts du sauvetage des banques. Avec cela la gouvernance économique (« *Economic governance* ») et le pacte fiscal, imposé par le gouvernement allemand, suivent avant tout un agenda qui menace de détériorer d'une manière irréparable la démocratie politique et sociale dans les États membres. La dégradation des acquis sociaux est vue comme une conséquence de cette régression démocratique.

À cette analyse d'une politique caractérisée comme irresponsable, succède une série de propositions et de discussions respectables et constructives, par exemple, au sujet de la politique monétaire, de l'imposition, du découplage des finances de l'État des marchés capitaux, ainsi que de la régulation des marchés financiers et du secteur bancaire. Ce qui est clair, c'est qu'avec la « refondation » exigée de l'Europe, on a dans l'idée uniquement de nombreux changements et étapes de développement, car on ne peut pas simplement mettre fin à l'actuelle UE, existante comme un tout, et dans le temps le plus bref édifier quelque chose de neuf comme une construction dans un bac à sable.

Avant tout la question se pose de la manière et avec quel moyen et par qui peut être atteint un changement de cap démocratique. Le déjà cité critique de l'UE, le Pr. Karl Albrecht Schachtschneider, titulaire de la chaire de droit public de l'Université d'Erlangen-Nürnberg, exprimait ainsi ses réflexions générales, lors d'une conférence à Prague : « l'Europe unie est d'autant démocratique, de droit d'État, sociale et fédérative, qu'elle suit le principe de subsidiarité et respecte les Droits de l'homme — aussi bien ceux libéraux que ceux sociaux et aussi ceux écologiques — l'intégration dans une telle Europe n'est pas à critiquer. La raison essentielle pour ce faire, c'est son déficit démocratique qui, à cause de la grandeur de cet État fédéral, est insurmontable. »<sup>39</sup> On peut avoir des doutes quant à savoir si ces principes — avec l' *Alternative für*

<sup>38</sup> Voir <http://www.europa-neu-begrunden.de>

<sup>39</sup> <http://www.kaschachtschneider.de/>

*Deutschland* [Alternative pour l'Allemagne] pour laquelle Schachtschneider s'engage — sont des de bonnes mains. Et davantage encore la question démocratique est et reste une question actuelle et centrale pour l'avenir de l'Europe, au sein de laquelle le management des crises doit se mouvoir.

### **Politique militaire déviante au lieu de débats sur le cap vers une maîtrise des crises**

Un débat réel sur l'UE, son cap ultérieur et ses erreurs lors du « sauvetage de l'Euro » il n'y a eu aucun lors de l'élection du *Bundestag* en Allemagne, ni ces thèmes ne jouèrent aucun rôle approprié dans les négociations ayant abouti à la coalition, ni non plus dans la déclaration de gouvernement de la Chancelière allemande. Au lieu de cela, le ministre des affaires étrangères allemand, Steinmeier, et la ministre de la défense, von der Leyen, en accord avec le Président de la République fédérale Gauck, assistant à la 50<sup>ème</sup> « Conférence sur la sécurité »<sup>40</sup> (lors de laquelle il s'agissait en premier lieu de politique militaire et d'intérêts d'industriels de l'armement) furent appelés à Munich pour l'Allemagne — en tant que « puissance économiquement la plus forte et dirigeante en Europe » — afin de réclamer pour celle-ci un rôle plus fortement engagé à l'avenir en politique étrangère, politiques mondiale et militaire et à un « changement de mentalité » — comme auparavant, articulé déjà sur le papier au sujet de « la stratégie en politique extérieure » de la grande coalition. Sans qu'on puisse s'y méprendre, s'exprime là-dedans que l'Allemagne est censée dire adieu à sa « culture de la retenue », suite à sa culpabilité de guerre et désire adopter un rôle dirigeant plus fort en Europe, et ce n'est pas la moindre des choses, également dans l'extension des interventions militaires communes à l'extérieur de l'UE<sup>41</sup> — et aussi pour la raison des intérêts économiques globaux de l'Europe. Il s'ensuit la revendication « d'une plus forte implication dans l'organisation de l'ordre mondial, ainsi que « des interventions de toute sorte ».<sup>42</sup>

Ce qui est aussi pensé, c'est l'engagement dans le groupe de combat de l'UE, une association de combat en une structure de bataillon, à des fins d'interventions ponctuelles et rapides en cas de crise, dans un délai de quelques jours. Wolfgang Ischinger, directeur de la susnommée « conférence internationale de sécurité », caractérisa la nouvelle orientation de la politique étrangère allemande comme un « réveil à l'Europe » en matière de politique de sécurité et fit l'éloge du « coup de libération allemand »<sup>43</sup>. Ce plan du jeu militaire et ces « allures de puissance mondiale » de la « puissance dirigeante européenne » furent donc célébrés par maints médias comme un changement paradigmatique dans la politique européenne et mondiale de l'Allemagne. Le Président de la république fédérale fut expressément approuvé pour sa « claire assertion à l'orientation de politique extérieure », quoique, avec cela, il déclencha aussi à une violente critique intérieure, et cela sur la base d'une violation de ses propres attributions. Entre temps, 68% de la population allemande, selon des sondages<sup>44</sup>, refusent d'autres interventions allemandes à l'étranger, et de plus, c'est tout juste si des interventions armées à l'étranger pourraient se voir mises en accord avec notre *Grundgesetz*, là où il y est question du concept très limité de défense du territoire<sup>45</sup>. À tous ces sceptiques, le

<sup>40</sup> Avec ce « congrès de science militaire », qui a lieu chaque année depuis 1963 dans l'hôtel munichois « Bayrischer Hof », on a à faire à une organisation privée « transatlantique » de politiciens spécialisés dans la sécurité, de militaires de haut rang, et d'industriels de l'armement, parmi les plus gros qui se rencontrent de cette manière ; elle fut par la suite renommée en « conférence internationale sur la sécurité », quoiqu'elle ne soit aucunement une organisation gouvernementale. Cette apparence est cependant suscitée par une invitation de politiciens de hauts rang.

<sup>41</sup> Voir la dépêche de l'agence de presse allemande du 1.02.2014 dans divers journaux ainsi que <http://www.tagesschau.de>, et en plus « German-Foreign-Policy.Com » (Informations au sujet de la politique étrangère allemande) et Deutsche Welle, <http://www.dw.de/deutschlands-fuehrungsrolle-in-der-welt/a-15717207>

<sup>42</sup> *Tagespiegel* du 05.11.2013 ainsi que le traité de coalition « Configurer l'Allemagne à venir ».

<sup>43</sup> Deutsche Welle, à l'endroit cité précédemment. Wolfgang Ischinger fut collaborateur auprès du secrétaire général de l'ONU Waldheim, étroit collaborateur du ministre des affaires étrangères Genscher, plus tard secrétaire d'État au ministère des affaires étrangères et ensuite ambassadeur allemand aux USA et en Grande-Bretagne.

<sup>44</sup> Et aussi ZDF-Baromètre.

<sup>45</sup> Ce qui concerne les interventions à l'étranger, voir l'article 24, alinéa 2, la GG certes prévoit une participation au « système de sécurité collective mutuelle », comme l'OTAN et les Nations Unies. « Au sein de ce cadre, mais précisément aussi seulement là, sont autorisées des interventions armées à l'étranger. D'un premier secours au-delà de ce cadre, la GG ne sait rien. Et aussi pour une intervention de soldats dans l'intérieur du pays la GG a étroitement tracé les limites. Selon l'article 35, alinéa 2, l'armée fédérale peut intervenir sous certaines circonstances lors de catastrophes naturelles et d'accidents particulièrement graves, mais : « Des agressions terroristes ne représente aucun cas de

Président fédéral souhaitait selon ses paroles « transmettre un savoir au sujet de la force et de la responsabilité de l'Allemagne ». Il veut les « mener [*führen*] à une nouvelle conscience nationale ». <sup>46</sup> Une telle orientation nouvelle de la politique militaire et étrangère de l'Allemagne requiert auparavant, dans sa dimension européenne, un débat fondamental au Parlement et dans la société.

Entre temps, l'Allemagne est devenue le troisième fabricant d'armes mondial derrière l'Amérique et la Russie <sup>47</sup> (et cela en dépit d'un recul du chiffre d'affaire mondial de 4,2%), <sup>48</sup> ainsi que la seconde nation exportatrice au monde, à égalité avec la Chine <sup>49</sup>. En Europe, l'Allemagne est la puissance économique dirigeante. La chancelière est considérée et étudiée dans la presse internationale comme la femme « la plus puissante du monde » <sup>50</sup>. À ce qu'on dit, les autres États attendent comme conséquence une plus forte immixtion en politique mondiale et rôle de meneuse de l'Allemagne « tir au flanc », qui ne pouvait plus rester plus longtemps une « naine militaire ». Manifestement, il appert donc facilement aux sus-nommés qu'il est temps de mettre fin à la retenue allemande, précisément cent ans tout juste après l'éclatement de la première Guerre mondiale et presque 70 ans après la fin de la seconde et de l'Holocauste et de la transcrire en un « changement de mentalité ».

Le ministre américain des affaires étrangères, Kerry, mit en demeure en outre, sans équivoque, en marge de la conférence sur la sécurité de Munich, le représentant du gouvernement allemand de faire suivre les actes aux paroles, lorsqu'il s'agit du paiement des biens d'armements et du relèvement de l'état d'armement. <sup>51</sup> Depuis longtemps les USA attendent aussi de la France et de l'Angleterre, des soulagements financiers et une compensation par l'Allemagne. Ainsi de nouvelles missions reviennent à l'Allemagne, mais avant tout des obligations de paiement immenses et aussi de nouveaux risques en tant que « *manager* dominante des crises européennes », qui en conséquence, doit entrer renforcée dans les troupes des crises internationales. Pour l'avenir de l'Europe l'Allemagne porte avec cela désormais le fardeau d'une responsabilité globale de plus en plus grosse.

- A-t-elle encore le potentiel idéal et organisateur nécessaire pour cela jusqu'à une vision européenne ?
- Et dispose-t-elle d'un mandat populaire pour cela ?

#### « Penser l'Europe de neuf » — thèmes et campagnes dans le combat électoral européen

Au moment où se déroulait le débat public controversé autour de la nouvelle orientation de la politique militaire et étrangère, en détournant ainsi l'attention des véritables (non résolues) crises de l'UE, Le Président du Parlement européen, Martin Schulz, en tant que candidat de pointe des sociaux-démocrates pour le Parlement européen, entrait dans le combat électoral avec le slogan de la Société civile « Repenser l'Europe ». Si cette année, pour la première fois, le Parlement de l'UE est autorisé à élire, sur proposition du Conseil de l'Europe, à la majorité absolue le successeur du président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, quittant ses fonctions, Martin Schulz passe comme celui qui a le plus de chance d'être élu à cette fonction. Sur sa page d'accueil il est

---

malheur » au sens de cette prescription. » Et aussi les cas d'interventions décrits dans l'article 91 et 87a ne recensent aucunement des scénarios de terreur représentables

<sup>46</sup> <http://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Rden/DE/Joachim-Gauck/Rden/2014/01/140131-Muencher-Sicherheitskonferenz.html>; texte du discours du président fédéral à la conférence sur la sécurité de Munich, le 31 janvier 2014 ainsi à là-dessus diverses références de déclarations en interview.

<sup>47</sup> Institut Sipri pour la paix de Stockholm : [http://www.t-online.de/wirtschaft/unternehmen/id\\_67702596/neue-sipri-liste-das-sind-die-groessten-rustungshersteller-der-welt.html](http://www.t-online.de/wirtschaft/unternehmen/id_67702596/neue-sipri-liste-das-sind-die-groessten-rustungshersteller-der-welt.html)

<sup>48</sup> Taz du 3.02.2014.

<sup>49</sup> Statistik-Portal et ministère de la recherche fédérale : <http://www.bmbf.de/>

<sup>50</sup> Liste de Forbe, citée entre autre dans <http://www.welt.de/politik/deutschland/article116427584/Angela-Merkel-bleibt-die-maechtigste-Frau-der-welt.html>

<sup>51</sup> Rapports et commentaires dans divers journaux allemands du début février.

présenté, sur la base de sa vertu de compétence de la part du Parlement de l'UE, comme un « révolutionnaire » et un « idéaliste digne de foi et authentique ».<sup>52</sup> Il caractérise l'intégration européenne comme le « plus grand projet de civilisation du 20<sup>ème</sup> siècle ». En tant que candidat conservateur d'opposition pour la fonction de président de la Commission, le luxembourgeois ex-ministre-président du duché Jean-Claude Juncker, entre en course comme « le plus vieux chef d'État en fonction d'Europe », lequel a reçu aussi le soutien de la Chancelière allemande.<sup>53</sup>

Les chances d'élection de celui qui brigue la fonction de fonctionnaire de pointe de la Commission européenne, dépendant cependant des 8 élections européennes de cette année dans les 28 États membres (avec 506 millions d'habitants et environ 400 millions d'électeurs) et avec cela de la composition du nouveau Parlement et de ses proportions de majorité. À répartir, sont en tout 751 sièges, dont 96 pour les députés d'Allemagne.<sup>54</sup> La procédure de vote s'oriente en Allemagne selon la loi électorale européenne, par laquelle une simple liste a une seule voix, il n'y a donc pas de candidats directs et de circonscription électorale. La Cour constitutionnelle fédérale a fait basculer le seuil d'éligibilité à 3% le 26 février, ce qui augmente aussi les chances des groupements et partis plus petits.

Le Parlement strasbourgeois de l'UE, qui selon sa propre estimation, « s'est agrandi à une représentation populaire plus influente », avait, dès septembre 2013, démarré une campagne d'information électorale (pour 16 millions d'€ avec un film de campagne)<sup>55</sup> sous la devise : « AGIR. COLLABORER. BOUGER ». En quatre phrases et cinq thèmes centraux sont communiqués : les attributions du Parlement de l'UE et son importance pour les citoyennes et citoyens de l'UE ainsi que l'économie / l'emploi / la qualité de vie / la monnaie et le rôle mondial de l'UE.<sup>56</sup> La question se pose toujours de savoir si une telle campagne est capable de mobiliser une plus grande participation électorale. On verra si le spectre des thèmes suffit pour les citoyennes et citoyens ou bien si ceux-ci préféreront thématiser les crises, avant tout cependant les chances et perspectives pour les êtres humains dans les « pays perdus de la périphérie » qui ont dévissé dans de graves problèmes économiques et sociaux. Comme déjà mentionné, un large front d'énergies anti-européennes se forme en cette année électorale. La politique ne peut pas se permettre un débat sur les causes originelles et les conséquences des crises, mais il manque quelque chose comme une vie publique européenne et des médias européens pour ce genre de débat de société dont on ne peut pas se passer et qui doit toujours précéder les décisions parlementaires. Donc, on en reste souvent à cette « déclaration de campagne d'en haut » unilatérale, sans pour autant écarter le déficit démocratique.

#### **Au sujet de la puissance d'organisation du Parlement de l'UE et de sa limitation**

Aux moindres citoyennes et citoyens de l'UE il devrait être clair que leur Parlement — qui défend toujours est-il les intérêts de plus de 500 millions de citoyennes et citoyens européens — a entre temps obtenu, certes en luttant, une abondance de droits élargis d'écoutes, de collaboration et de participation et aussi dans les questions personnelles et intérieures (depuis la réforme de l'UE par le traité de Lisbonne ou le traité fondateur de 2009)<sup>57</sup>. Mais il ne possède pas le noyau des compétences et prérogatives d'un vrai parlement en matière d'initiative législative et ne dispose pas non plus trop de droits de contrôle ; il est en tout cas « égal en droits », et il a le droit de la mettre en place avec une commission exécutive. Un parlementarisme réel ferait de l'UE un État existentiel. Pour beaucoup une nouvelle « union politique » est encouragée en tant que progression en direction d'un État fédéral européen — ce qui présuppose cependant presque un souverain homogène élisant le parlement. Dans une association d'État encore existante, la législation dans l'UE est pour

<sup>52</sup> <http://www.martin-schulz.info/>

<sup>53</sup> Selon le communiqué de l'agence de presse allemande du 8 février 2014.

<sup>54</sup> Voir [http://www.wikipedia.org/wiki/Europawahl\\_2014](http://www.wikipedia.org/wiki/Europawahl_2014)

<sup>55</sup> <http://www.furure.artetv.de/was-erwartet-europa-im-jahr-2014>

<sup>56</sup> Page d'accueil du centre de formation politique du Land de Bad-Wurtemberg.

<sup>57</sup> Le traité en un coup d'œil : [http://www.europa.eu/lisbon\\_treaty/glance/index\\_de.htm](http://www.europa.eu/lisbon_treaty/glance/index_de.htm)

l'essentiel exercé par la Commission avec tout l'appareil des fonctionnaires soumis à l'influence des *lobbies*.<sup>58</sup> La plupart des actes législatifs de l'UE ne peuvent être légitimés que sous la responsabilité des Parlements nationaux ; le Parlement de l'UE peut en tout cas soutenir leur légitimation.

Les Parlements nationaux, dont l'influence sur les propositions de la commission de l'UE fut pareillement élargie par le traité de Lisbonne, ne peuvent pas recouvrir ou équilibrer le déficit de démocratie, car depuis bien longtemps, l'UE est devenue au travers d'une alliance inter-étatique porteuse d'un pouvoir public autonome.<sup>59</sup> Des critiques tiennent pour cette raison le principe de liberté de la séparation des pouvoirs dans l'UE comme ayant été supprimé.<sup>60</sup> On doit remédier au manque de démocratie européenne dans la lourdeur exécutive de l'UE. Pour cela un renforcement du Parlement européen, à savoir l'élargissement de ces attributions parlementaires, est nécessaire. Un pas important serait aussi la transformation du Conseil européen des gouvernements en une Chambre des Parlements nationaux, analogue au Conseil fédéral allemand, comme *Mehr Demokratie e.V. [Plus de démocratie]* l'a proposée. Tout cela ne suffit pas encore cependant. Des formes parlementaires seules (sans l'accompagnement des débats publics dans la société avec articulation des intérêts et sur une base démocratique) ne garantissent pas encore aucune substance démocratique, qui avec le pouvoir d'État émane du peuple.

Tout compte fait, le traité de réforme de Lisbonne autorise en plus une initiative citoyenne par la présentation d'au moins un million de signatures à partir de plusieurs États membres. ELIANT, entre autre, en a fait un usage couronné de succès dans ses efforts pour assurer les libertés et les possibilités de vote pour des questions centrales de valeur de vie.<sup>61</sup> On peut voir cela comme un exemple de *lobbying* positif au profit du bien-être commun, quoique la demande citoyenne ne soit suivie d'aucune décision citoyenne. « S'étend comme une pieuvre » à l'inverse le *lobbyisme* actuel au profit des intérêts des Konzerns et partiels sur le site même de Bruxelles, qui ne s'arrête pas non plus devant les députés de Strasbourg. L'organisation *Lobbycontrol* a fait savoir en 2013, que d'une manière analogue au Parlement fédéral [allemand, donc, *ndt*], les députés du Parlement européen dans une ampleur considérable exercent des activités annexes rémunérées (50% pour les députés de la CDU/CSU, 17% pour ceux du SPD)<sup>62</sup>, sans rendre transparents pour autant les conflits d'intérêt qui y sont rattachés.

En outre, le Parlement européen apparaît inévitablement comme un « pseudo-parlement », mais pour le moins comme une étrange « nature hybride ». Quoiqu'il en soit, le Parlement de l'UE, en novembre 2013, à l'initiative du député Gerald Häfner, a imposé le droit de décider lui-même à la place des États nationaux, quand à savoir s'il continue d'effectuer le coûteux « cirque ambulante » des déplacements entre les sites de Strasbourg et Bruxelles.<sup>63</sup> Ces intérêts personnels (justifiés) des parlementaires ne devraient nonobstant intéresser la population qu'à la marge, même si la dilapidation d'argent critiquée de multiple manière agit à l'encontre du centre de Bruxelles peu aimé. Au Parlement européen fait cependant défaut non seulement une forme de légitimation, pour la raison qu'il n'est pas un Parlement réel, mais encore parce que la participation, spectaculairement faible, à son élection affaiblit plus que jamais sa base de légitimation.

### **Intérêts qui s'effondrent des citoyens à l'élection de l'Union Européenne**

À la crise de l'Europe appartient aussi la faible participation, constamment en baisse, lors des élections européennes comme une expression de l'attitude des citoyennes et citoyens aux possibilités d'interventions démocratiques. Depuis l'élection directe du Parlement, en 1979, la

---

<sup>58</sup> Karl A. Schachtschneider, à l'endroit cité précédemment.

<sup>59</sup> Dieter Grimm (juge constitutionnel) dans le *Spiegel*, n°43/1992.

<sup>60</sup> Cour de Justice Fédérale dans ce qu'on a appelé le jugement de Maastricht.

<sup>61</sup> Voir la brochure : « Engagement citoyen pour l'Europe » édité par Götz Werner, Karlsruhe.

<sup>62</sup> <http://www.lobbycontrol.de/2013/nebeneinkuenfte-im-eu-parlament>

<sup>63</sup> Voir : <http://www.geraldhaefner.de/2013/11/historische-abstimmung-in-strassburg/>

participation moyenne, de 63% au début, (66% en Allemagne), abaissé continuellement de 1 à 2% et est passé pour la première fois en 1999 en-dessous de 50% (et même en Allemagne à 45% seulement). Depuis, elle continue de baisser jusqu'à atteindre 43% (46% en Allemagne) lors de la dernière élection européenne de 2009. La moyenne européenne se situait en 1979 à 43% purement et simplement. Dans plusieurs Pays de l'Est qui ont adhéré, la participation électorale plonge à 20% et dans la traditionnellement eurosceptique Grande-Bretagne, il dépasse rarement les 30%.<sup>64</sup> Avec cela se pose massivement la question de la légitimation démocratique pour le Parlement européen, même s'il existe des évaluations selon lesquelles la crise a renforcé l'intérêt pour l'Europe et l'élection de cette année, à vrai dire à l'extrême droite et à l'extrême gauche, en tant que seuls bénéficiaires du phénomène.<sup>65</sup> Seul le très petit nombre des électeurs devraient pourtant connaître momentanément les répartitions exactes du pouvoir et de majorité au sein du Parlement européen ainsi que les fractions qui y siègent avec leur répartition de sièges et les alliances qui dépassent les pays.

Dans la composition actuelle du Parlement européen, avec en tout 736 députés et 7 fractions, 60% des sièges sont uniquement occupés par les deux plus grandes groupes. Le groupe le plus fort, avec 265 sièges, c'est le Parti Populaire Européen (PPE), en tant que fédération des Chrétiens-démocrates et des partis nationaux conservateurs (à l'inclusion de la CDU/CSU), suivi par le groupe de l'alliance progressiste des Socialistes et Démocrates (S&D) à l'inclusion du SPD allemand avec 184 députés (sous inclusion du parti du centre-gauche italien). Suit l'alliance entre Libéraux et Démocrates pour l'Europe (ALDE), à l'inclusion du FDP allemand avec 84 députés, puis la fraction des Verts/Libre alliance européenne (*Grüne*/EFA) incluant les Verts allemands avec 55 sièges. La fraction des conservateurs et réformistes européens (ECR) a 54 mandats et les gauches européennes unies/Verts nordiques *Linke* (GUE/NGL) sortis des ex-Communistes, le parti de gauche et les Verts radicaux de gauche ont 35 députés incluant les députés du parti de gauche allemand. En fin de liste, la fraction des Eurosceptiques (« Europe de la liberté et de la démocratie/EFD) avec 32 membres. Lors de la répartition allemande des sièges, en tout 99, 42 échoient à la CDU/CSU, 22 au SPD, 14 aux Verts, 12 au FDP et 8 au parti de gauche.<sup>66</sup>

Un pronostic électoral des « Fédéralistes européens »<sup>67</sup> pour la répartition à venir des 751 sièges (dont seulement 96 pour l'Allemagne) en 2014, part d'une perte d'environ 50 sièges pour les conservateurs de l'EVP. Pour les Socialistes (S&D), un gain de 30 sièges, chez les Libéraux (ALDE), un perte d'une douzaine de mandats et pareillement chez les Réformistes conservateurs (ECR) [sic ! *ndt*], chez les Verts, moins 15 sièges, et pour les gauches, une augmentation de presque 20 sièges ; les Eurosceptique (EFD) augmenteraient de 7 sièges. Les Socialistes pourraient devenir le groupe le plus fort au Parlement et le parti conservateur européen perdrait sa position de force. En Allemagne, on pronostique la CDU de nouveau autour de 42 à 43% (d'autres pronostics descendent à 38%), le SPD se situerait dans une fourchette [chez nous, c'est dans une « fourchette », en Allemagne c'est dans un « *Korridor* », c'est une différence « *kolossale* » ! *ndt*] de 15 à 25% (le pronostic actualisé donne 21 à 27%), et pour les Verts jusqu'à 12%).<sup>68</sup> L'Institut *Infratest dimap*<sup>69</sup> partait, en février 2014, de 41% pour l'Union [CDU/CSU, *ndt*], 27% pour le SPD, et 9% chacun pour les Linke et les Verts (L'AfD recevrait 5% et la FDP 4%). La participation électorale se trouverait de nouveau à 43% de votants. Dans l'ensemble l'inquiétude existe en Europe d'un vote protestataire tout à droite et tout à gauche. Ainsi les extrémistes de droite, hostiles à l'UE, du Front National, (le parti le plus fort en France) sont prévus à 24%,<sup>70</sup> suivi des conservateurs de l'UMP avec 22%, les Socialistes ensuite avec seulement 16%.

---

<sup>64</sup> Échelles électorales fédérales et archives de l'UE.

<sup>65</sup> <http://www.diepresse.com/home/politik/eu/14333695/Politischer-Umbruch-bei-Europawahl-2014>

<sup>66</sup> [http://www.bdi.eu/download\\_content/Marketing/Broschuere\\_EU\\_Parlament\\_2009-2014.pdf](http://www.bdi.eu/download_content/Marketing/Broschuere_EU_Parlament_2009-2014.pdf)

<sup>67</sup> <http://www.foederalist.blogspot.de/2013/12/umfragen-zur-europawahl-2014-eine.html>

<sup>68</sup> <http://www.rp-online.de/politik/eu/europawahlklarung-sieg-fuer-schwarz-gelb-aid-1.477643>

<sup>69</sup> <http://www.infratest-dimap.de/>

<sup>70</sup> <http://www.future.arte.tv/de/was-erwartet-europa-im-jahr-2014>

Le prochain Parlement de l'UE, pour l'élection duquel presque 400 000 000 d'électeurs sont appelés, devient donc nettement euro-sceptique. Et le Parlement élu ne pourra que se mouvoir dans le cadre étroit qui était le sien auparavant, sans authentique compétence législative. Néanmoins, on ne doit pas sous-estimer son influence et sa fonction politique accrues lors de la formation de résolution et de l'opinion publique — peut-être qu'un tournant politique prudent aura lieu aussi du côté de la Commission, sous l'action d'un nouveau président ? [En tout cas, le départ de Manuel Barroso est un soulagement ! *ndt*]

### **Éloignement croissant de l'UE des citoyennes et citoyens**

L'Europe des intérêts gouvernementaux, économique et des marchés financiers est plus éloignée que jamais de l'Europe des citoyennes et citoyens. C'est ce que montrent les confrontations actuelles sur les négociations commerciale sur le libre échange EU-USA, que la coalition gouvernementale allemande, malgré la société civile, voudrait voir signées le plus rapidement possible (voir à ce propos des contributions dans le précédent numéro 3/2013 et 4/2013, ainsi que des articles actuels dans ce numéro). Ces négociations, qui se déroulent jusqu'à présent à huis-clos (mais à l'inclusion des *lobbyistes* et des représentants des *Konzern*), le commissaire belge compétent de l'UE, Kael de Gucht les a arrêtées purement et simplement sur la partie la plus litigieuse (protection des investissements pour les *Konzern* avec droit de déposer plainte devant les juridictions arbitrales), pour qu'elles ne deviennent pas un thème principal non-souhaité de la campagne électorale européenne. Quoiqu'à l'origine, il n'avait pas prévu de communiquer des informations, il concède actuellement d'en donner au public. Sinon les négociations sont poursuivies avec vigueur.

C'est pourquoi les discussions critiques continueront d'entrer dans la campagne électorale parmi les citoyens de l'UE sur le traité commercial de libre échange entre l'UE et les USA. En particulier la question de savoir si les grands *Konzern* pourront, au moyen de plaintes déposées contre les États et devant des cours de justices non publiques de l'OMS, lever des lois actuellement en vigueur sur la protection des consommateurs, la protection de l'environnement ou la protection des travailleurs et, le cas échéant d'obliger les contribuables à payer les dommages et intérêts (en dehors de l'activité judiciaire ordinaire) à cause des absences de profit, voilà une question d'un intérêt central. Ici aussi pour ainsi dire, des « concurrences vainquent sur la démocratie », en s'adaptant très bien à l'absence d'évolution de l'UE.

C'est l'un des nombreux exemples qui démontrent la préférence donnée à la politique d'arrière-boutique de la Commission européenne (comme déjà auparavant lors du Traité de Lisbonne, sur les conventions sur le droit d'auteur ACTA, lors des directive de concession avec le point controversé de la privatisation de l'eau, lors des directives de l'UE sur les prestations de services et autres). Constamment la société civile doit lutter de bonne heure, en se rattachant au Parlement européen, pour ses droits de participation ou de modifications et exiger la transparence au lieu de l'attitude secrète. Une telle manière de faire n'engendre aucune confiance dans les structures décisionnaires de Bruxelles, qui laissent reconnaître qu'elles disposent d'une surcharge exécutive tout en manifestant un déficit démocratique éclatant. Les citoyennes et citoyens n'ont pour cette raison aucunes attentes particulières se rattachant à l'élection européenne.

À cette mauvaise condition et ce déficit démocratiques, l'initiative déjà mentionnée, « Refonder l'Europe », oppose des propositions concrètes : « L'Europe a besoin d'une démocratie offensive. En tant que projet d'une élite détachée, l'UE n'a pas un bon avenir. Des aiguillages politiques ne devraient se faire valoir que dans une rigoureuse prise en compte des traités et institutions européens. Les gouvernements n'ont aucun mandat pour poursuivre des politique de crises au nez et à la barbe du Parlement. Pour les questions cardinales de l'Europe, les populations doivent être consultées. L'Europe doit se refonder de neuf ! Le processus d'union a besoin d'une nouvelle idée directrice fondatrice d'identité. De plus en plus de gens relit avec l'Europe des dettes d'États, la



démolition du social et la bureaucratie. Ils retirent de la sympathie et de l'adhésion à l'UE. Si l'Europe doit avoir un avenir, elle doit activement conquérir l'assentiment et l'inclination des êtres humains. Dans une vie publique européenne les acteurs doivent se mettre d'accord sur une idée directrice d'une Europe sociale et démocratique. Nous plaidons pour un mouvement de citoyens européens qui se rassemblent contre les politiques de crises désastreuses et pour un changement radical de politique et de chemin ».<sup>71</sup>

### **Alternatives et initiatives réalistes pour « une autre Europe d'en bas »**

L'Europe — pour aller où ? Cette question se répète lors d'invitations à des congrès et aux impulsions du réseau sur la *Dreigleiderung* avec la tentative d'élaborer « une autre Europe possible »<sup>72</sup>. Déjà avant l'élection européenne de 2009, il y avait de divers côtés des scénarios par exemple sous la devise : « Redécouvrir l'Europe »<sup>73</sup>. Et « *Mehr Demokratie e.V.* », combat sous la devise « L'Europe — pas sans nous ! » et en plus pour une convention des citoyens européens, afin d'engager pas à pas un développement démocratique ultérieur de l'Union Européenne. En fait partie également la plainte couronnée de succès contre le droit démocratique électoral, les 3% de seuil lors de l'élection européenne.

Une « Europe d'en bas » est aussi l'objectif des campagnes d'ATTAC, qui accompagnent le processus d'unification politique en Europe sous des angles de vue sociaux écologiques et démocratiques.<sup>74</sup> « Organiser une Europe conformément à l'être humain et à l'époque » fut en 2013 le thème d'un colloque du Centre culturel international d'Achberg. En janvier 2013 le « Cercle d'initiative des conférences démocratiques » présenta une « Charte pour une Europe des Régions », pour indiquer des voies à l'auto-détermination sur des bases de liberté et de démocratie et d'exiger le renforcement du principe de subsidiarité. Dans la même direction visaient aussi les manifestations du Forum Société intégrée, à la fin de 2013, auxquelles fut invité Kai Ehlers. Pourtant à Bruxelles il n'y a eu aucune correction réelle de cap détectable, malgré l'élection européenne, si l'on passe sous silence des « rechapages » ou bien même un éventuel « nouveau commencement » avec « une atmosphère de rupture et visions », même si le remuant Parlement Européen fait usage de ses insignifiants droits de participation élargis et, en conséquence, a élu au sommet un nouveau président de la Commission. Plus que jamais sont donc nécessaires des alliances d'ampleur européenne de la société civile, qui peuvent mettre sur pied, dans le jeu d'interaction des forces de progrès au Parlement européen, un projet global de changement émanant de l'ensemble européen.

À l'occasion, personne ne doit se laisser effrayer par le fait qu'une critique à l'égard des manques d'évolutions ou des mauvais comportements en cours ou bien des structures dans l'UE soit toujours diffamée à l'égal des attitudes « anti-européennes », voire même « nationalistes et rétrogrades », comme par exemple ce fut le cas pour de ceux qui, en France, aux Pays-Bas et en Irlande, critiquèrent le projet de Constitution de l'UE en son temps. À cela, on souhaiterait au mieux rétorquer : les vrais opposants de l'Europe siègent à Bruxelles, qui veulent une Europe « sans nous » et qui ont mené à l'abîme l'Europe et l'idée européenne avec leur politique des crises. — Avec cette remarque, il ne doit pas être question, à vrai dire, d'un schéma indifférencié ami-ennemi

---

<sup>71</sup> <http://www.europa-neu-begrunden.de>

<sup>72</sup> (En complément par exemple aux « sept thèses pour un avenir durable de l'Europe— contribution à une image directrice de l'Europe [Traduit en français sous le titre précis : Wilhelm Neurohr : « Une autre Europe est possible »] Sept thèses pour assurer durablement l'avenir de l'Europe. Une contribution pour une image directrice de l'Europe » fichier WNDS0605.DOC et une version italienne est aussi disponible fichier WNDS0605it.Doc, les deux versions disponibles gratuitement auprès du traducteur daniel.kmiecik@dbmail.com][Circulaire de la *Dreigliederung* n°2/2005]. Et aussi à l'entrée de cet article les propositions de solutions et le cadre d'action pour une maîtrise possible des crises sont dignes de discussion et encore aptes à évoluer.

<sup>73</sup> Voir la revue « *NOVOargumente pour le progrès* ».

<sup>74</sup> <http://www.attac.de/themen/europa>:

des partisans et opposants, car les frontières sont mouvantes et les points de vue multiples. Mais les questions fondamentales suivantes se posent bel et bien :

- Tâchons-nous d'obtenir une Europe des marchés et de la concurrence ou bien une Europe sociale des êtres humains ?
- Voulons-nous une Europe commerciale, ou bien une Europe culturelle et civilisée ?

C'est pourquoi nous nous retrouvons maintenant à la croisée des chemins, ou selon le cas, à un point de décision : la société citoyenne européenne, qui doit d'abord apparaître encore publiquement comme telle, est le vrai mouvement pro-européen qui peut configurer une « autre » Europe durablement et démocratiquement (s'il se comprend en même temps comme un mouvement culturel européen). Avec cette connaissance et détermination des objectifs réalistes des initiatives devraient être démarrées — mais pas comme un activisme aveuglément populiste, bien au contraire, avec des contenus alternatifs et avec de la persévérance, de la créativité et de l'imagination sociale.

### **Multiplicité culturelle pour une Europe d'avenir**

Le président du Conseil culturel allemand, Christian Höppner disait, en janvier 2014, lors d'une conférence franco-allemande sur la prévoyance existentielle et le Marché intérieur Européen : « Qu'avec transparence et inclusion de la société civile lors des aiguillages déterminants de la configuration à venir de l'Europe, se laisse instaurer un signe contre la mauvaise humeur européenne croissante. »<sup>75</sup> (l'occasion en était le débat autour du libre échange commercial d'avec les USA). Et dans un « appel courroucé » publié sur *Facebook* en 2012, l'ex-ministre allemand du travail et du social Norbert Blüm (CDU) : « L'hostie du capitalisme financier c'est l'argent. Par achat et vente des firmes, on gagne plus d'argent qu'à produire dans les firmes. De grands entrepreneurs sont devenus des maisons de banques avec des filiales de production. [...] Même les États se ratatinent à une valeur virtuelle d'argent. [...] Même notre pays offre déjà une partie de ses dépenses de souveraineté au Dieu Mammon. »<sup>76</sup>

*Last but not Least* que soit rétorqué ici, pour cette raison et de plus en plus, à une Europe intéressé par « Mammon » ceci : la vraie richesse de l'Europe repose dans sa multiplicité culturelle et linguistique. Il s'agit en Europe de valeurs culturelles fondatrices de démocratie. La convention de l'UNESCO pour la protection et l'encouragement de la multiplicité culturelle pose le cadre du droit international et obligatoire pour le double caractère de la culture — en tant que bien d'économie et de culture — et le droit aux politiques culturelles nationales. C'est pourquoi le Conseil culturel allemand exige : « Cette convention doit enfin trouver une application par la Commission de l'UE et l'on n'est pas autorisé à la mener *ad absurdum* avec l'arrangement de libre échange. »<sup>77</sup> La vice-présidente de la commission UNESCO, Dr. Verena Metze-Mangold<sup>78</sup> ajoute en plus : « La politique commerciale et des marchés de l'UE touche au cœur de notre représentation de ce qu'est la culture. C'est pourquoi la culture ne doit pas légalement être soumise aux marchés libéralisés ». Art et culture ne doivent pas avoir de caractère de marchandise. Avec cela c'est la signification centrale de la culture et de la multiplicité culturelle qui est en jeu en Europe, pour mettre en évidence sa stabilité à venir et pour ne pas se perdre dans les questions économiques de la crise de l'Euro, des marchés financiers et du marché intérieur ainsi que les institutions politiques en Europe.

- De quoi aurait l'air un « contrat culturel d'ouverture au marché » ?

### **Au sujet du rapport de la politique et de l'économie à la culture en Europe**

<sup>75</sup> <http://www.kulturrat.de/detail.php?detail=2730&rubrik=142>

<sup>76</sup> <http://www.facebook.com/notes/echet-demokratie-jetzt-der-neue-gott-mammon-ist-zum-g%C3%B6tzen-der-welt-geworden/411429285556357>

<sup>77</sup> Christian Höppner, [www.kulturrat.de/detail.php?detail=2730&Rubrik=142](http://www.kulturrat.de/detail.php?detail=2730&Rubrik=142)

<sup>78</sup> <http://www.unesco.de/praesidium.html>

La question en général se pose du comment la culture et l'économie ainsi que la politique se comportent chacune par rapport aux deux autres. « La culture c'est la quintessence de la manière de se comporter humaine, qui inclut aussi avec cela le capitalisme et ses usages, sans concéder nonobstant à ce dernier un rôle dirigeant, régulant tout. »<sup>79</sup>

- L'économie est-elle autorisée pour cette raison à rester le *Modus* prioritaire, dans lequel s'organisent les besoins humains et les manières d'agir ?
- La culture est-elle un cas d'application parmi de nombreux, parce que ses produits culturels et les intérêts économiques qui leur sont liés ont connu sur les marchés une croissance d'importance ? — Depuis longtemps le commerce international avec des produits culturels (audiovisuels) est un facteur économique de premier rang. Pour l'industrie d'exportation aussi il y va, ici en Europe et dans le monde, de sommes de l'ordre de milliards.
- Les biens culturels, dont le service sociétal dépasse largement leur valeur marchande, doivent-ils être assujettis au processus de libéralisme du marché.
- Et les mesures de politique culturelle ou bien le financement public d'écoles libres [vraiment libres, pas uniquement confessionnelles, comme chez nous, attention ! *ndt*] et d'autres institutions doivent-elles à l'avenir être classées comme « barrières commerciales inadmissibles » ?

De telles questions ont été déjà posées dans cette revue dans le contexte des arrangements du GATT et du TRIP.<sup>80</sup> La Commission de l'UE insiste à chaque opportunité sur le fait que la protection de la multiplicité culturelle est un « principe cardinale de l'UE ». C'est pourquoi l'UE a aussi ratifié la convention culturelle de l'UNESCO et intégré avec cela le droit international dans l'architecture du droit européen.

Sont interrogées aujourd'hui de nouvelles impulsions du penser pour un rapport nouveau entre évolution culturelle et évolution économique ainsi qu'une politique responsable qui garantisse à la culture la protection et les espaces de liberté nécessaires à son déploiement. Le mouvement de la *Dreigliederung* de l'organisme social apporte quelques compétences : à partir de l'idée d'une libre vie culturelle doit se former une « nouvelle » idée d'Europe, une image du but de son union, car ensuite « le continent fleurit ». Si pourtant « l'idée d'Europe » — et Europe est une idée et aucunement un lieu » (Bernard Henri Lévy) — en tant qu'expression de l'aspiration d'hégémonie ressentie par quelques-uns (comme c'est le cas en ce moment par la République Fédérale d'Allemagne) « L'Europe est ébranlée en tant qu'idée et en tant que réalité d'unité »<sup>81</sup>.

### **La crise, vue comme une chance de changements**

La situation des crises qui culminent en Europe est au fond une occasion d'espoir et un choc pour agir. Considérées au plan de l'histoire, crises et scandales précèdent constamment tous les grands bouleversements sociaux, ceux d'aujourd'hui y sont de nouveau requis : ce ne fut pas seulement avant la chute de l'Empire romain (aujourd'hui encore fondement de tous les États actuels de l'Europe) et avec la Révolution française, mais au contraire aussi avant l'écroulement de l'empire allemand ou bien pour finir lors de l'effondrement de la RDA. Ce phénomène s'étend actuellement aussi à l'Église catholique, à l'ADAC [*Allgemeiner Deutscher Automobil-Club, l'Automobile Club Allemand, ndt*], et inclut finalement aussi la crise du marché financier, les scandales des largesses des partis et ceux fiscaux, l'augmentation des faits de corruption, le scandale des produits alimentaires et des médicaments et autres. Des crises sont presque toujours des déclencheurs et une expression échue des changements sociétaux et elles renvoient au besoin de réformes, en effet, elles

---

<sup>79</sup> Veron Metzler-Mangold à l'endroit cité précédemment [Cette grande Dame, serait-elle la réincarnation de Steiner ? Car en voilà un beau et magnifique précepte qu'il a sans doute été capable de résumer ainsi. *ndt*]

<sup>80</sup> Voir par exemple la circulaire n°2/2002 et 4/2001.

<sup>81</sup> Lüdger Kühnhardt, Centre pour la recherche sur l'intégration européenne de l'Université de Bonn, cité dans l'ouvrage « L'Europe est-elle encore à sauver ? », à l'endroit cité précédemment

facilitent et contraignent pendant des années auparavant, des changements qui viennent se glisser avec vigueur.

Nous éprouvons dans ce sens le cours du devenir de l'Europe et de devenir de l'Unité européenne dans ses processus de changements comme un événement extrêmement dramatique — et nous nous trouvons en tant que citoyennes et citoyens au beau milieu de la société civile. De nous dépendra qu'une éthique de la coopération et de la solidarité vive en Europe ou bien que les multiples cultures d'Europe et de la démocratie qui en a pris naissance, y compris les droits de l'homme et le modèle social européen, soient de plus en plus la victime du marché. Pas plus et pas moins devrait être à présent le grand thème central dans la lutte électorale en Europe, avec lequel nous ne devrions pas nous laisser attirer sur des scènes de spectacle accessoires et nous laisser égarer dans des questions de détail au sujet de la politique des marchés financiers.

#### **L'auteur**

**Wilhem Neurohr** (62 ans) est depuis vingt ans auteur de contributions paraissant régulièrement dans cette revue, parmi aussi de nombreux essais sur les questions européennes actuelles. Il a publié en 2008 l'ouvrage « *L'Europe est-elle encore à sauver ? Comment l'UE fausse l'idée d'Europe ? Cheminements vers une identité européenne* ». Dans le numéro 2/2005 de **Sozialimpulse** fut publié un essai : « Sept thèses pour un avenir durable pour l'Europe [traduit en français, les noms des fichiers sont référencés dans les notes, *ndt* » en tant que contribution à une image-guide européenne. En tout, dans divers organes de publication 70 articles ont paru de lui sur des thèmes européens, en tout 500 essais sur d'autres très nombreux domaines. Dans plus de 40 villes il a tenu plus de 80 conférences ou bien participé à des manifestations de la Société civile.

**Sozialimpulse** 1/2014.

(Traduction Daniel Kmiecik)